

INTERNATIONAL

AFRIQUE

RWANDA

Les rebelles du FPR semblent s'imposer sur le terrain

KIGALI

de notre envoyé spécial

La peur et la faim, les rescapés des massacres et des combats à Kigali ne connaissent rien d'autre depuis un mois. Une peur qui augmente de jour en jour et une faim qui les tarade malgré les efforts des «casques bleus» et de la Croix-Rouge. Dans la zone contrôlée par le Front patriotique rwandais (FPR), la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) tente d'assurer la protection et l'approvisionnement des 7 000 personnes déplacées du stade Amahoro et de l'hôpital du Roi-Fayçal. Il y a aussi ceux de l'église de la Sainte-Famille et de l'hôtel des Mille-Collines, en zone gouvernementale, pris en charge par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

En tout, près de 20 000 déplacés qui n'espèrent qu'une chose : être emmenés loin de la capitale, des combats et des bombardements. Côté FPR, la majorité d'entre eux sont d'origine hutu, les Tutsis ayant déjà quitté les camps pour la région nord, tenue par le FPR. Ici, chaque phrase transpire la peur et la méfiance. «Si on refuse d'aller dans le Nord, on risque de nous soupçonner d'être anti-FPR, mais qui sait ce qui nous attend là-bas?» «Le FPR vient parfois la nuit et enlève des personnes qu'on ne revoit jamais, avance un autre. Il a ses indicateurs dans le camp et les «casques bleus» qui nous protègent ne peuvent pas toujours s'interposer.»

Au «Roi-Fayçal», les déplacés s'inquiètent. Ils racontent que, lundi 9 mai, plusieurs dizaines de personnes sont sorties de l'enceinte de l'hôpital pour aller chercher du bois, de l'eau, ou quelque chose à manger sans en avoir demandé l'autorisation au FPR. Des maquisards auraient alors séparé les Tutsis des Hutus, puis les femmes des hommes et auraient abattu ces derniers, au nombre de vingt-cinq.

«On a peur des bombes»

Un survivant, qui ne veut pas donner son nom, raconte comment il a échappé à l'exécution, caché par le corps d'un autre. Une mère de famille résume à voix basse, s'interrompant chaque fois que passe une oreille indiscreète : «Ici, on a peur du FPR, de l'armée rwandaise et des bombes.» Avec ses deux plus jeunes enfants, elle a quitté son quartier de Kayciru lorsqu'il a été investi par le FPR le 13 avril, six jours après le début des hostilités à Kigali, au lendemain de la mort du président Habyarimana.

Les rebelles ont alors dirigé la population vers cet hôpital, non sans avoir, d'après elle, fusillé quelques hommes après vérification de leur carte d'identité qui, au Rwanda, précise l'ethnie de chacun. Elle ne sait pas ce qu'il est advenu de son mari et de son

fil aîné, absents du foyer cette nuit-là.

Tous les couloirs, les chambres, les escaliers de l'hôpital du Roi-Fayçal sont encombrés de matelas et de sacs. Les familles ont élu domicile jusque dans la salle d'opérations. Les cours intérieures, où les ordures croupissent dans des flaques d'eau stagnante, sont devenues de véritables cloaques. «Chaque jour, nous enterrons quelqu'un», dit le pasteur Faustin Pashaka, président du comité d'organisation des déplacés.

«Si vous sortez du camp, c'est à vos risques et périls», dit ce vieillard qui, comme l'immense majorité de ses compagnons, voudrait être évacué par la Minuar, à l'abri des miliciens et de la menace permanente des bombes qui ont encore tué lundi soir au stade Amahoro (Paix, en kinyarwanda) : un soldat ghanéen a été mortellement touché par un éclat dans un couloir, malgré son gilet pare-balles.

Le petit marché du camp du Roi-Fayçal a maintenant disparu. Il devient de plus en plus difficile de se procurer de la nourriture en ville, même pour les organisations humanitaires. Il y a encore près de 3 000 tonnes de vivres dans les entrepôts du centre de Kigali, mais ils sont inaccessibles en raison des combats. Les «casques bleus» ont distribué, il y a deux jours, une part de leurs rations militaires aux déplacés du stade Amahoro, mais pour les enfants seulement.

Les rares avions qui se posent ravitaillent en priorité les 450 hommes de la Minuar et les soixante-douze observateurs onusiens encore présents. Le C 130 canadien, qui a réussi à atterrir mardi après-midi, n'a sans doute pu le faire que parce que les offi-

ciers onusiens ont expressément demandé une trêve aux belligérants pour pouvoir évacuer le corps du soldat ghanéen.

L'appareil est resté vingt minutes sur la piste, le temps pour les «casques bleus» de rendre les honneurs à leur camarade et d'embarquer trois diplomates chinois, dont l'ambassadeur, qui se sont finalement décidés à quitter le pays. Plus tard, on apprenait que l'avion avait atterri alors que traînait sur la piste un obus de mortier tombé quelques heures plus tôt mais qui n'avait pas explosé.

La violence des tirs d'artillerie a décuplé depuis jeudi dernier mais sans que le FPR, dont les troupes dominent l'aéroport, ne progressent de façon significative à Kigali. Depuis une semaine, le camp de Kanombe, où résistent près de 4 000 para-commandos, est lourdement bombardé. Le FPR ne lancera vraisemblablement un assaut terrestre sur ce camp puissamment défendu qu'après plusieurs jours de canonnades.

Kigali prête à tomber

Au sud de la capitale, les rebelles, qui occupent maintenant le Nord et l'Est du pays, ont progressé jusqu'à la latitude de Kigali. Ils peuvent soit remonter sur la ville pour la prendre en tenaille, soit poursuivre vers l'ouest, vers Gitarama, siège du gouvernement intérimaire. Dans le Nord-Ouest, les troupes du FPR resserrent leur étau autour de Ruhengeri : il y a cinq jours, elles ont coupé la route qui reliait cette ville frontalière du Zaïre à la capitale rwandaise.

Le FPR détient l'initiative des combats et, pour certains obser-

vateurs de la Minuar, il peut entrer à Kigali quand il le veut. Ses combattants ne sont qu'à quelques centaines de mètres du pont Kadhafi qui commande la route de Byumba, vers le nord. Mais les forces gouvernementales s'accrochent à ce pont stratégique situé à deux kilomètres du centre-ville. Difficile de savoir si elles empêchent le FPR de le prendre ou si ce dernier tient à laisser encore ouverte la dernière voie d'évacuation pour les habitants de Kigali.

Le succès du FPR explique aussi son refus d'accepter un cessez-le-feu. Il est vrai qu'il en a signé un autre au Zaïre, mais il s'agissait plus de se rapprocher du président Mobutu, un ami de l'ancien chef de l'Etat rwandais, que d'une réelle volonté de suspendre les combats. Quant à la Minuar, elle ne cache pas son impuissance et essaie de se rendre utile en se concentrant sur l'action humanitaire, en attendant que les belligérants soient «prêts à coopérer pour un cessez-le-feu» et à trouver une issue politique au conflit.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Rwanda, l'ancien ministre camerounais, Jacques-Roger Booh-Booh, déplore la décision du Conseil de sécurité de retirer près de 2 000 «casques bleus» et souhaite plutôt un renforcement. «Une force de 5 500 à 8 000 hommes serait l'idéal pour accomplir ce que nous pouvons faire ici pour le moment.» Le Ghana qui, en une semaine, a eu un tué et trois blessés, aurait l'intention de retirer ses 300 soldats si ce renforcement n'a pas lieu.

JEAN HÉLÈNE

Préparation d'une réunion extraordinaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

Le haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, José Ayala Lasso, devait, après des entretiens, mardi 10 mai, à Bujumbura, avec des témoins et des rescapés des massacres, se rendre mercredi à Kigali. Son séjour a été préparé par Louis Joinet, expert en droits de l'homme et conseiller juridique à l'Elysée, qui s'y trouve depuis le 5 mai. Il présentera un rapport à la Commission des droits de l'homme de l'ONU lors d'une session extraordinaire qui pourrait se tenir le 20 ou le 24 mai à Genève.

Officiellement demandée par le Canada, cette session ne sera convoquée que si une majorité de 27 membres (sur 53) de la Commission sont d'accord. Dans l'affirmative, elle se déroulera comme

celle consacrée à la Bosnie les 13 et 14 août 1992, et qui avait nommé l'ancien premier ministre polonais, Tadeusz Mazowiecki, rapporteur spécial sur la violation des droits en ex-Yougoslavie. On pense, à Genève, qu'un rapporteur spécial, chargé d'enquêter sur les massacres du Rwanda serait nommé, que des «moniteurs des droits de l'homme» de l'ONU seraient envoyés sur place et qu'un tribunal, pour juger les responsables des tueries, serait constitué.

De son côté, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) rappelle que le Rwanda est «toujours plongé dans l'horreur». Le CICR vient en aide, en dépit de tous les obstacles, à quelque 100 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Selon René-Luc Thévoz, porte-parole du CICR, 5 000 civils, qui se sont réfugiés à l'intérieur du stade de Cyangugu,

près de la frontière du Zaïre, survivent dans des conditions d'extrême précarité. Le CICR a pu y installer un dispensaire de fortune.

Les délégués du CICR apportent également des soins à 400 blessés rassemblés dans le monastère de Kabgayi. Le personnel médical du CICR continue à soigner des blessés dans un hôpital provisoire qu'il a mis sur pied à Kigali. Il fournit également du matériel médical à l'hôpital central et à l'hôpital du roi Fayçal, les deux principaux établissements de soins de la capitale.

Pour sa part, le Haut-Commissariat des Nations unies pour réfugiés (HCR) - qui ne fonctionne que grâce à des dons - a lancé un appel de fonds de 56,7 millions de dollars pour tenter d'assurer la survie jusqu'au 15 juillet de 860 000 réfugiés rwandais, notamment regroupés au camp de Benaco (Burundi), où manquent eau, vivres, abris et installations sanitaires. Le HCR doit aussi faire face à l'afflux des réfugiés en Tanzanie, où plus de 250 000 Rwandais ont cherché asile, 1 500 personnes franchissant la frontière tanzanienne chaque jour.

Le HCR doit aussi poursuivre son assistance à 285 000, réfugiés du Burundi. Ils avaient fui les massacres consécutifs à l'assassinat du président Ndadaye, en octobre. 80 000 d'entre eux sont toujours au Rwanda, 60 000 sont parvenus en Tanzanie et 100 000 au Zaïre, les autres sont dispersés dans les pays voisins.

ISABELLE VICHNIAC

MAROC : décès d'un théologien. - Cheikh Mekki Naciri, secrétaire général de la Ligue des oulémas (théologiens) du Maroc, est décédé, mardi 10 mai, à la suite

EDWY PLENEL

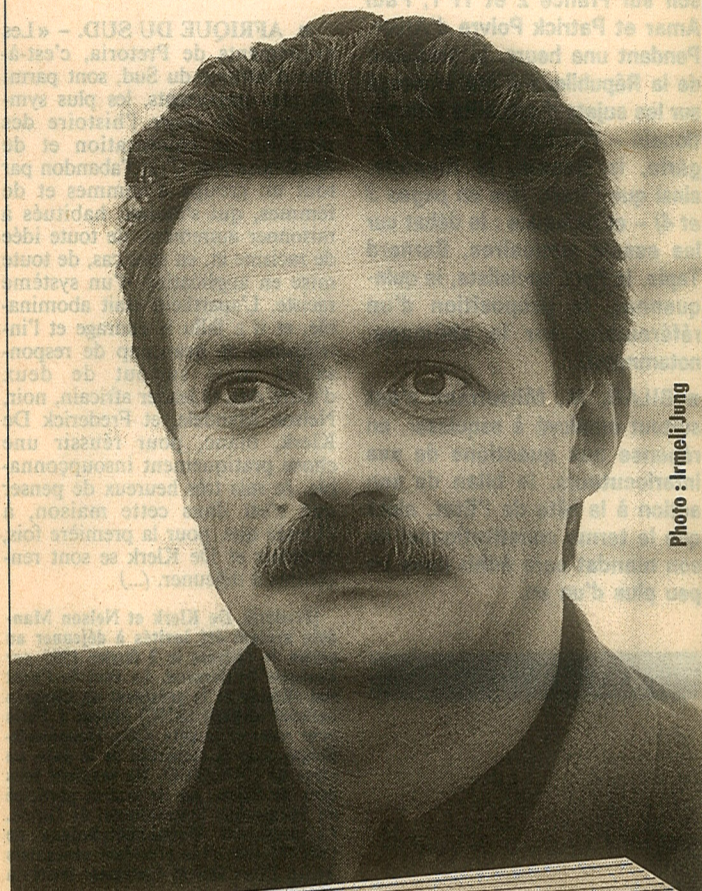


Photo : Irmeli Jung



190 p.
95 F

Honte à vous, écrivains-moutons et lecteurs passifs : c'est bel et bien un journaliste qui nous jette aujourd'hui en pleine épaisseur romanesque.

Quant à vous, esprits curieux, voici un livre passionnant, magnifique, terrible, qui, en effet, renvoie à leur inanité les vrais-faux romans qu'on vous vend

«Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve»



VIENNE 750 F

ROME	870 F
ISTANBUL	1 050 F
HERAKLION	1 290 F
MONTREAL	1 790 F
DAKAR	2 370 F
LES ANTILLES	2 590 F

• vols aller retour
• départ de Paris
• à certaines dates